**PROFIL DE NOMINATION**

**NOM:** Gbenga Komolafe

**ORGANISATION**: Fédération des organisations de travailleurs informels du Nigéria (FIWON)

**POSITION dans l’ORGANISATION:** Secrétaire Général

**DATE D’ÉLECTION ou DE RÉÉLECTION**: 2010

**POSITION DE CLASSE:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Position de clase** | **Oui/Non** |
| 1. Travailleur/se indépendant/e sans employés ou assistants
 |  |
| 1. Travailleurse indépendant/e avec un máximum de 2 ou 3 employés ou assistants
 |  |
| 1. Travailleur/se indépendant/e avec 5 employés ou assistants ou plus
 |  |
| 1. Travailleur/se (rémunéré ou non) qui travail pour un/a opérateur/se ou travailleur/se indépendant/e informel/le
 | X |

**PROFIL** :

Olugbenga Ebenezer Komolafe, bien connu dans les milieux des défenseurs des droits de l’Homme et des syndicats nigérians sous le nom de Gbenga Komolafe, est né le 16 octobre 1964 dans le sud-ouest du Nigeria.

Gbenga Komolafe s’est fait connaître du grand public en 1989 lorsqu’il a été arrêté, avec quelques autres collègues du mouvement étudiant nigérian alors naissant, par la junte militaire du général Ibrahim Badamasi Babangida, à la suite de manifestations populaires massives contre le despotisme militaire, la mauvaise gestion économique et la corruption politique. En tant que président du Sénat de l’opposition la plus radicale au régime militaire à l’époque, l’Association nationale des étudiants nigérians (NANS), il a contribué à donner une articulation et une direction délibérée à l’opposition au despotisme militaire à la fin des années 80 et 90.

Gbenga Komolafe a obtenu son diplôme de l’université d'Ibadan en 1991 et a immédiatement pris part à un mouvement pro-démocratique croissant. Il a été membre fondateur du Comité pour la défense des droits de l’Homme (CDHR), qui est devenu la principale organisation de défense des droits de l’Homme au Nigéria, coordinateur d’un projet de renforcement des capacités communautaires avec le Centre pour la gouvernance constitutionnelle (CCG) dirigé par la célèbre icône nigériane des droits de l’Homme, le Dr. Beko Ransome Kuti, et un membre éminent du réseau des droits civiques et pro-démocratiques qui a combattu le despotisme militaire au Nigeria tout au long des années 1990, dite l’Action unie pour la démocratie (UAD).

Il a rejoint le Congrès des syndicats du Nigéria (TUC) en tant que secrétaire général adjoint supervisant le département de recrutement, de recherche et de campagnes en 1997. Il a dirigé et participé à plusieurs campagnes de syndicalisation menées par plusieurs syndicats affiliés au Congrès des syndicats du Nigéria.

En 1998, Gbenga Komolafe est devenu boursier du Centre de recherche et de documentation (CRD) de Kano, au Nigéria, un centre de recherche local, avec six autres membres d’un réseau de recherche, tous des universitaires issus de différentes universités nigérianes, pour sonder les différentes dimensions de l’informalité économique et l’importance de l’économie informelle dans la société civile au sens large. L’effort de recherche lui a ouvert les yeux sur la vaste problématique du développement et le déni des droits socio-économiques d’un grand nombre de travailleurs du secteur informel.

Il a rejoint le Centre américain pour la solidarité internationale du travail (Solidarity Center) en 2002 et a aidé à concevoir et à mettre en œuvre plusieurs programmes sur l’organisation, l’égalité des sexes et la littératie économique pour les syndicats nigérians à travers le pays. Il a démissionné de son poste d’administrateur principal de programme au Centre de solidarité en 2010 et a commencé à organiser la Fédération des organisations de travailleurs informels du Nigéria (FIWON) dans l’accomplissement de sa passion de longue date pour aider à organiser les travailleurs dans les secteurs informels du Nigéria.

Depuis 2010, il a inspiré plusieurs dirigeants locaux de différents niveaux d’organisations du secteur informel au Nigéria à prendre davantage conscience de leurs droits en tant que citoyens et travailleurs. Au prix d’un grand sacrifice personnel, il a mené plusieurs campagnes dans les rues pour lutter contre les traditions enracinées d’oppression et de répression des travailleurs informels, arrestations arbitraires, extorsion organisée par la police et par d’autres agents de l’État, expulsions de maisons et de lieux de travail au nom de spéculateurs privés, etc. Avec l’organisation qu’il avait fondée, il a intenté des procès judiciaires contre les violations des droits des travailleurs du secteur informel. Ces procès ont été suivis des campagnes médiatiques dynamiques et ont permis de mobiliser différents organismes et départements du gouvernement à différents niveaux pour faire valoir les droits humains des travailleurs du secteur informel. Au fil des ans, il a également participé aux programmes de formation syndicale dispensés aux syndicats du secteur formel, notamment le Syndicat nigérian des cheminots. Certaines de ses actions les plus citées comprennent :

*Les manifestations anti-SAP de 1989 ; Réflexions* inclues dans un chapitre du livre « Great Nigerian Students: Movement Politics and Radical Nationalism » (*Grands étudiants nigérians : politique de mouvement et nationalisme radical*), édité par le professeur Bjorn Beckman et le Dr. Y.Z. Yau du Centre de recherche et de documentation en 2005.

« Les pauvres aussi doivent vivre ! », Démolition du marché, embourgeoisement et quête de survie dans l’État de Lagos,

<https://www.wiego.org/sites/default/files/migrated/publications/files/FIWON-Poor-Also-Must-Live-Oct2016.pdf>, 2016;

L’État, les réformes du marché et les inégalités sociales au Nigéria : une interprétation de l’économie politique

*Dele Seteolu, Gbenga Komolafe, Oluwatobi Aje,***Sciences sociales canadiennes,** Vol. 14, n° 4 (2018) ;

TRAVAIL DES FEMMES ET FISCALITÉ DANS L’ÉCONOMIE INFORMELLE : Problèmes de gouvernance urbaine au Nigéria, Centre pour la démocratie et le développement, Dr. Mutiat et Gbenga Komolafe, juin 2019, [https://media.africaportal.org/documents/Womens-Work-and- Taxation-in-the-Informal-Economy-Issues-in-Urban-Governance-in-Nigeria.pdf](https://media.africaportal.org/documents/Womens-Work-and-Taxation-in-the-Informal-Economy-Issues-in-Urban-Governance-in-Nigeria.pdf)

Partenariats public-privé et secteur informel, Gbenga Komolafe, 2017 <https://ng.boell.org/2017/10/03/public-private-partnerships-and-informal-sector>